

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE MULTI
TECHNIQUES DES INSTALLATIONS DE LA CPAM DES YVELINES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

CONSULTATION N°2026.78.3.2.1.004.00.00.00

Etabli en application du Code de la Commande Publique, en application de l'Article L.2124-2 de ce dernier et de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.












**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES
OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-1 ET SUIVANTS DU
CODE PRÉCITÉ**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte 29 feuillets,
Numérotés de 1 à 29 et ses cinq annexes









SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	4
2. LES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
3. OBJET DU MARCHÉ.....	5
4. PHASAGE DU MARCHÉ.....	7
5. DÉSIGNATION DES PRESTATIONS.....	9
6. CONTRÔLE QUALITÉ.....	18
7. OBLIGATION MINIMUM DE MOYENS	19
8. OBLIGATION DE RÉSULTAT	20
9. CLAUSE DE RÉVISION.....	21
10. CONTRÔLE DE LA PRESTATION	22
11. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	22
ANNEXE 1 DU CCTP LISTE DES SITES	25
ANNEXE 2 DU CCTP DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUR VERSAILLES ..	26
ANNEXE 3 DU CCTP DÉFINITION DES INTERVENTIONS D'ENTRETIEN ET PLANNING SUR VERSAILLES/TOUS SITES.....	27
ANNEXE 4 DU CCTP DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS DE CHAUFFAGE	28
ANNEXE 5 DU CCTP DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS DE CLIMATISATIONS	29

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE MULTI TECHNIQUES DES INSTALLATIONS DE LA CPAM DES YVELINES
	Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de marché	Accord cadre à bon de commande mono-attributaire
	Procédure	Appel d'offre ouvert
	Structure	Pas d'allotissement
	Lieu d'exécution	Annexe 1 du CCTP
	Délai	36 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Prévues dans le CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Mixte

1. DÉFINITIONS

	CCAP	Le CCAP , ou Cahier des Clauses Administratives Particulières, est le document contractuel regroupant l'ensemble des stipulations d'ordre juridique et financière régissant l'exécution du marché, telles que les conditions de règlement et de financement, les éventuelles garanties, les conditions de livraison, les pénalités, les délais d'exécution, les modalités de vérifications, etc. Ce document, complété par le CCTP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CCTP	Le CCTP , ou Cahier des Clauses Techniques Particulières, est le document contractuel qui contient toutes les clauses et dispositions techniques relatives à un marché public déterminé. Ces clauses et dispositions techniques déterminent l'ensemble des besoins à satisfaire par le potentiel candidat. Ce document, complété par le CCAP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	RC	Le RC , ou Règlement de la Consultation est un document utilisé dans les procédures de passation des marchés publics. Il complète l'avis d'appel à la concurrence. Il liste notamment les pièces de candidature et d'offre à transmettre par les opérateurs économiques et les critères de jugement des offres utilisés pour l'attribution des marchés et leur pondération.
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP, le BPU et la DPGF, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	DPGF	La DPGF , ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, est le document destiné à fournir le détail du prix forfaitaire établi par l'opérateur économique soumissionnaire. Elle est téléchargeable via le dossier de consultation des entreprises (DCE).
	Acheteur	L' acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes « acheteur » et « pouvoir adjudicateur » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme « prestation » vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. LES PARTIES CONTRACTANTES

2-1 Les parties contractantes

- **Le pouvoir adjudicateur :**

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

CPAM des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19

Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Dès la notification du contrat, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques pourront être habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- **L'entreprise titulaire :**

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire sera mentionné et nommé dans l'acte d'engagement.

3. OBJET DU MARCHÉ

3-1 Caractéristiques de la CPAM DES YVELINES

L'ensemble immobilier du Siège de la CPAM DES YVELINES est situé dans les Yvelines dont le siège est situé au 92 avenue de Paris - 78000 VERSAILLES.

Le siège comprend :

- le siège de la CPAM DES YVELINES (bâtiment principal),
- le bâtiment appelé « Le Prieuré »,
- le parking,
- le restaurant d'entreprise,
- le pavillon à l'entrée de la CPAM DES YVELINES,
- le parc.

Le site est ouvert du Lundi au Vendredi de 07h15 à 18h30. Le parc immobilier des Yvelines est décrit en Annexe 1 du CCTP.

Le titulaire assurera la maintenance de l'ensemble des installations du parc décrit en annexe 1 du CCTP avec une permanence physique d'un agent sur le site de Versailles le lundi, mardi, jeudi et vendredi entre 7h30 et 11h30.

Un bureau sera mis à disposition du technicien.

Des déplacements sont à prévoir sur les autres sites pour les maintenances préventives réglementaires planifiées ou pour des interventions curatives sur demande de la CPAM. Ces demandes concerneront uniquement les équipements prévus dans le marché. Sauf urgence, ces déplacements se feront sur les heures de permanence prévues au contrat.

En cas de modification du parc pendant l'exécution du marché ou de réorganisation interne (vente de site, retrait d'installation, nouveau bâtiment, ...). La CPAM se réserve le droit de revoir la fréquence ou la durée de permanence hebdomadaire ou quotidienne. Le titulaire sera informé au préalable pour mettre les moyens nécessaires à ces ajustements.

3-2 Installations prises en compte

Le Titulaire doit assurer, dans les conditions fixées au présent marché, le fonctionnement de l'ensemble des équipements installés, principalement de climatisation, de chauffage, de ventilation, de plomberie et d'électricité.

Préalablement à la prise d'effet du présent marché, les deux parties établiront, dans le mois qui suit la titularisation, un état des installations qui constatera et précisera notamment :

- Les mises en conformité et travaux à prévoir à la charge de l'Organisme nécessaire au respect de la législation et de la réglementation en vigueur,
- Les réserves formulées par le Titulaire relatives aux malfaçons ou aux défauts,
- Les documents mis à disposition par l'Organisme au Titulaire pour la bonne exécution de sa prestation (plans, dossiers techniques, etc.).

Cet état des lieux permettra en outre de vérifier la bonne rédaction des annexes du présent marché et d'effectuer les ajustements nécessaires : précision sur les installations, quantité, état de vétusté, oubli d'équipements, ...). Les différents responsables de site accompagneront le titulaire pour la bonne exécution de cette mission.

Un rapport détaillé avec photographie et devis de levée de réserve sera transmis à l'Organisme sous 2mois.

Sous réserve que les installations restent conformes à la législation et la réglementation en vigueur, le Titulaire est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité.

Dans le cas de modifications de l'installation, postérieurement à la prise d'effet du marché, la CPAM DES YVELINES informera le Titulaire des travaux envisagés au moins un mois avant leur exécution.

Ce dernier ne pourra, dans ce cas, être tenu pour responsable des dysfonctionnements éventuels en découlant. La prise en charge par le Titulaire des installations modifiées fera l'objet d'un avenant au marché de base.

La CPAM DES YVELINES est et reste le propriétaire et/ou le gardien des installations dont la maintenance est confiée au Titulaire.

La liste des installations concernées par le présent marché, les caractéristiques des équipements ainsi que le quantitatif, sont précisés dans les annexes du présent document.

4. PHASAGE DU MARCHÉ

Le présent marché se déroulera selon les trois phases suivantes :

- Phase de prise en charge,
- Phase d'exploitation,
- Phase d'astreinte,

4-1 Phase de prise en charge

En début de marché, le titulaire réalise un état des lieux dont les objectifs sont la prise de connaissance et l'inventaire des installations à prendre en charge.

Cet inventaire permet de :

- Connaître précisément les installations (liste des équipements, caractéristiques techniques, quantitatif, localisation géographique) ;
- Consigner l'état apparent des installations ;
- Rassembler tous les éléments qui permettent de définir la maintenance à mettre en oeuvre ;
- Identifier les besoins immédiats (maintenance, sous-traitance, formation, notice de fonctionnement) ;
- Enregistrer les caractéristiques importantes (composants, types de consommables) ;
- Contrôler l'installation sur les aspects de conformité, maintenabilité, accessibilité, et systèmes de report d'alarmes ;
- Recenser les réserves sur l'état des installations ou équipements et toute anomalie pouvant avoir une incidence sur la sécurité des biens et des personnes ;
- Proposer les mesures nécessaires pour lever les réserves énoncées en présentant un plan d'actions chiffré ;

Dans un délai de deux mois à date du démarrage du marché, le nouveau titulaire transmettra et présentera à la CPAM des Yvelines un livrable reprenant les points clefs de l'état des lieux effectué. Cet état des lieux, sera consigné si nécessaire et en cas de non-conformité avérée, notamment sur les obligations de maintenance réglementaire, par un procès-verbal contradictoire entre le titulaire entrant et le titulaire sortant. À défaut, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCAP.

4-2 Phase exploitation

Les impératifs généraux de la phase exploitation du marché sont les suivants :

- Mettre en place d'une façon méthodique et qualitative la maintenance ;
- Réaliser la maintenance des installations techniques et des équipements afin de les conserver dans un état de durabilité optimum ;
- Réaliser les prestations de maintenance selon la réglementation applicable ;

- Assurer une disponibilité, une fiabilité et une qualité de fonctionnement des installations telles que définies dans le présent document, à défaut par la réglementation en vigueur ;
- Établir les rapports d'exploitation permettant un suivi régulier de l'ensemble des prestations contractuelles ;
- Suivre et gérer les demandes d'intervention de la CPAM des Yvelines ;
- Garantir les délais d'intervention 365 jours par an.

Selon la typologie des maintenances prévues ou dépannage prévus dans le planning, le titulaire se doit de mandater le technicien le plus apte, habilité et formé pour effectuer l'opération.

Le titulaire devra pour cela communiquer en amont un planning avec le nom du technicien présent et ses coordonnées à l'organisme au cours de la semaine S-1.

Exemples :

- Un technicien frigoriste effectuera la maintenance ou dépannage sur les systèmes de climatisation ;
- Un technicien chauffagiste effectuera la maintenance des systèmes de chauffage ;
- Un technicien de formation électrique effectuera la maintenance des TGBT.

En cas d'absence de technicien formé ou habilité, une sous-traitance peut être envisagée (après avoir effectué les démarches administratives) mais sans coût supplémentaire.

4-3 Phase d'astreinte

Pour donner suite à une demande d'intervention en astreinte de la part de la CPAM des Yvelines, le titulaire devra alors dépêcher sur site un « expert technique » pour remédier aux éventuels défauts suivant les prescriptions du présent marché.

Le service d'astreinte garantit une capacité d'intervention en deux heures sur un des sites de l'annexe 1 et ceci 365 jours par an.

Un seul niveau d'astreinte est requis, à savoir le déplacement d'un expert technique sur site dans un délai de deux heures. Selon la nature de la demande, le titulaire enverra le technicien le plus apte et qualifié à répondre et résoudre le dysfonctionnement.

Le titulaire communiquera à la CPAM des Yvelines dès la prise d'effet du contrat la procédure de déclenchement du personnel d'astreinte (numéro d'appel, liste du personnel...).

Le personnel d'astreinte est spécialement formé afin d'intervenir sur les sites, il a une connaissance parfaite de l'ensemble des installations, il possède les compétences techniques nécessaires pour assurer tous les dépannages ou accompagner le prestataire expert.

Les agents de maintenance du titulaire disposeront d'un stock minimum de petites fournitures dans leurs véhicules d'intervention leur permettant d'assurer, sauf cas de force majeure, la remise en route des installations dans les délais prescrits.

Les interventions en astreinte consistent à :

- Assurer la mise en sécurité des biens et des personnes ;

- Remettre en état de fonctionnement les installations indispensables (dépannage, basculement, démarrage des équipements redondants, ...).

Le technicien intervenant sera pris en charge par le personnel de la CPAM des Yvelines ou le personnel de surveillance sur site, il sera accompagné jusqu'au lieu de défaillance.

Un compte rendu d'intervention détaillé est établi par le technicien d'astreinte à chaque fin d'intervention et transmis à la CPAM des Yvelines par mail.

L'accès à l'astreinte est inclus dans le montant forfaitaire du marché.

5. DÉSIGNATION DES PRESTATIONS

Le Titulaire fournira gratuitement pendant toute la durée du présent marché, toute la documentation et toutes les informations nécessaires pour que la CPAM DES YVELINES exploite au mieux ses équipements.

A l'inverse, l'organisme fournira, dans la mesure du possible, toutes les données techniques en sa possession sous format papier ou dématérialisé.

Comme précisé précédemment, le titulaire peut modifier l'intervenant selon la teneur des opérations à effectuer. En cas de demande de dépannage ne pouvant être résolu par le technicien présent le jour J, le titulaire devra mandater un technicien compétant sous 48h (sauf urgence).

Lors des maintenances nécessitant une présence supérieure aux 4 heures définies dans le contrat, il peut décider conjointement que le technicien soit présent sur une plage horaire quotidienne supérieure au contrat afin de faciliter l'exercice de sa mission sur Versailles comme sur les autres sites (exemple : vérification de l'ensemble des climatisations, remise en chauffe des sites sur une journée complète).

Dans ce cas précis, les heures supplémentaires effectuées devront être récupérées sur une permanence ultérieure sans plus-value financière. Ces heures pourront aussi être utilisées en cas de retard du technicien ou de départ anticipé, pour lesquels l'organisme n'exécutera pas de pénalités sauf en cas de répétitions. Un suivi exhaustif du débit/crédit heures devra être tenu par les 2 parties.

Le Titulaire assurera pendant la durée du marché les prestations suivantes :

Sur le site de Versailles :

- Présence d'un agent technique sur site aux conditions fixées à l'article 6-3 C.C.A.P afin d'effectuer les maintenances réglementaires des équipements selon le planning trimestriel transmis par le titulaire ;
- Contrôles annuels obligatoires de certains équipements dont les disconnecteurs ;
- Réalisation des opérations d'entretien programmées ;
- La tenue des registres présents sur place (chaudière, climatisation, ...). En cas d'absence de notion de passage, l'organisme se donne la possibilité de mettre en doute la bonne réalisation de la maintenance et de mettre les pénalités associées ;
- Relevé mensuel des divers compteurs (électriques, gaz et eau) et alerte en cas d'anomalie. Afin d'assurer un suivi exhaustif, les index seront relevés à date fixe (le 1er jour de travail du mois) ;

- Opérations ponctuelles permettant la pérennité du site et la sécurité sur le seul site de Versailles sur demande de l'organisme ou en cas de risque majeur (liste non exhaustive): nettoyage des locaux techniques, aide au déneigement (équipement donné par l'organisme), soufflage des feuilles obstruant les caniveaux (équipement donné par l'organisme), entraide avec le technicien CPAM pour des dépannages de premier ordre nécessitant de travailler en binôme (fixer un tableau, déplacement de perche informatique, ...);
- Présence aux réunions périodiques trimestrielles ;
- Interventions de dépannage dites d'astreinte ;
- L'envoi et la tenue à jour du planning des opérations de maintenance sous format dématérialisé et consultable sur une plateforme/espace client ;
- Rapport hebdomadaire des interventions sous format dématérialisé et consultable sur une plateforme/espace client ;

Sur l'ensemble des sites :

- Contrôles annuels obligatoires de certains équipements ;
- Réalisation des opérations d'entretien programmées ;
- La tenue des registres présents sur place (chaudière, climatisation, ...). En cas d'absence de notion de passage, l'organisme se donne la possibilité de mettre en doute la bonne réalisation de la maintenance et de mettre les pénalités associées ;
- Réparation des installations (maintenance curative) sur demande de l'Organisme ou lors d'un constat fait lors d'une visite de maintenance préventive.
- La prise en charge d'une demande de dépannage peut se faire :
 - Soit par appel téléphonique sur le mobile du technicien.
 - Soit par l'envoi d'un e-mail par le biais d'un programme informatique de gestion interne
 - Soit par la plateforme/ espace client du titulaire si existant

La CPAM se réserve la possibilité d'ajouter des prestations (nouvel équipement, nouvelle réglementation, ...) ou à l'inverse retirer un équipement après un délai de prévenance de 15 jours.

5-1 Gammes de Maintenance tous sites confondus

Le Titulaire décrit à la remise de son offre (dans le mémoire technique) les prestations de maintenance préventive prévues par équipement en intégrant le planning d'intervention établi dans le présent document en annexe 1.

La périodicité des interventions est sous la responsabilité du Titulaire sous réserve de la validation de la CPAM DES YVELINES. De ce fait, certaines gammes de maintenance pourront être effectuées en dehors des heures normales de fonctionnement du site.

Chaque visite comprendra les actions suivantes :

- Vérifier et contrôler le fonctionnement des installations en renseignant les registres ;

- Effectuer les tests réglementaires (tels que la combustion, fuite de gaz) ;
- Effectuer l'apport en fluide pour les systèmes de climatisation sauf en cas de perte avérée dû à la vétusté ;
- Mettre en œuvre les opérations d'entretien programmée pour chaque en équipement pris en charge, selon la périodicité fixée en annexes ;
- Apporter un soin attentif au nettoyage régulier des parties visibles comme invisibles des matériels concernés par le présent contrat, comme les filtres, les bouches d'extraction d'air, les ramonages, ... ;
- Protéger les condenseurs contre le gel et le tartre des groupes frigorifiques à condensation par eau ;

5-1-1 Maintenance préventive systématique

Les visites de maintenance préventives sont effectuées dans le respect des gammes de maintenance fixées par le constructeur et des fréquences fixée par la réglementation et du planning d'intervention. Elles ont pour but d'assurer l'entretien préventif des installations techniques citées dans les annexes 2,3,4 et 5.

Il est procédé plus particulièrement :

- à l'inspection et au contrôle des installations,
- à la visite générale planifiée par unité technique, avec examen détaillé des différents éléments de l'unité impliquant éventuellement des démontages,
- aux vérifications prévues par la législation,
- à une série de tests et vérifications permettant de mettre à jour les anomalies éventuelles,
- à toute remise en état des éléments dont la visite auras mis à jour un défaut de fonctionnement,

Lors de ces visites, le Titulaire effectue, de façon systématique, les opérations du type :

- graissage,
- resserrages,
- réglages,
- tests de régulation, d'automatisme et de sécurité,
- contrôle de performances,
- vérification du bon fonctionnement,
- toutes les opérations spécifiques décrites au titre de la maintenance dans les documents constructeurs,

Les consommables nécessaires aux maintenances sont à la charge du titulaire.

En détail,

- Au niveau des systèmes de chauffage

Température extérieure et température ambiante

En complément de la maintenance, Le Titulaire doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage des locaux dans les 24 heures suivant la demande de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et cela, quelle que soit la période sur Versailles et dans les 48h pour les sites.

Le titulaire doit maintenir, dans les locaux, les températures réglementaires prévues dans le code travail et de la sobriété énergétique, à savoir à minima 19°C en journée et programmer une diminution en soirée et le week-end aux alentours de 17°C.

Dans le cas où la température extérieure s'abaisserait au-dessous de la température de base ci-dessus mentionnée ou de panne non réparable sous 24h, le Titulaire devra octroyer un système de chauffage d'appoint compatible avec la puissance des installations. Le Titulaire en informera la Caisse Primaire d'Assurance Maladie en temps utile.

Pour les circuits statiques, les équipements d'optimisation seront réglés et modifiés si nécessaire en fonction des réactions des immeubles.

Contrôle des températures de chauffage - comptage de la chaleur

En vue d'assurer un contrôle permanent des températures, le Titulaire fournira à ses frais les appareils mobiles de contrôle nécessaires.

Les valeurs constatées devront être consignées sur le "livret de chaufferie".

Le Titulaire devra suivre l'évolution des températures extérieures et ambiantes afin de corriger éventuellement les courbes de régulation.

En outre, le Titulaire devra obligatoirement faire fonctionner les appareils fixes qui peuvent être adaptés sur l'installation, tels qu'enregistreurs double piste combinée indiquant les températures prises :

- à l'extérieur,
- à l'intérieur,
- dans l'eau du chauffage en divers points de la chaufferie et des stations de recyclage.

Des contrôles de température en chaufferie seront effectués en même temps que le contrôle des températures à l'intérieur des locaux et toujours contradictoirement entre les parties. Les valeurs constatées seront consignées sur le "livret de chaufferie".

Les bandes d'enregistrement des résultats et l'entretien des appareils sont à la charge du Titulaire.

En vue de maintenir les températures contractuelles, le Titulaire devra laisser affichée à proximité des enregistreurs fixes, la courbe des températures à assurer au départ des régulations en fonction de la température extérieure ou de l'ambiance.

Contrôle de combustion

Le Titulaire devra effectuer tous les contrôles de combustion des générateurs, conformément à la réglementation en vigueur notamment en fonction de la puissance chaufferie.

Il devra consigner le résultat des mesures sur le "livret de chaufferie", effectuer les modifications nécessaires sur les réglages et, après ceux-ci, effectuer une nouvelle série de mesures également à consigner.

- Au niveau des systèmes de ventilation et climatisation

L'entretien est étendu aux équipements situés en faux plafonds des étages, parties techniques, locaux communs et combles accessibles par le Titulaire.

L'ensemble des filtres des climatisations, les bouches d'extractions d'air (VMC) et autres équipements pouvant s'obstruer devront être démontés et nettoyés périodiquement selon les préconisations du constructeur.

Le Titulaire devra contrôler les débits aux bouches d'extraction et effectuer les réglages nécessaires suivant la réglementation en vigueur. Pour ce faire, il procèdera par sondages.

Il est rappelé que la réglementation du travail impose des renouvellements d'air en fonction du type d'utilisation.

Le Titulaire vérifiera que ces débits sont respectés et devra procéder à tous réglages nécessaires dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage à effectuer l'apport en fluide pour les systèmes de climatisation sauf en cas de perte avérée dû à la vétusté.

Dans le cas où les installations ne permettraient pas de satisfaire cette clause, le Titulaire devra en informer la CPAM DES YVELINES.

5-1-2 Maintenance préventive conditionnelle

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle résultent des constatations faites lors des visites préventives systématiques. Elles sont limitées au remplacement des pièces reconnues défectueuses avant défaillance des installations.

5-1-3 Maintenance corrective

Le Titulaire assure l'ensemble des interventions de maintenance corrective des niveaux 1 à 4 de la norme AFNOR FD X60-000 de mai 2002 qui ont pour objectif la remise en état des installations suite à une défaillance ou dégradation.

Ces interventions visent en particulier à la limitation du temps d'arrêt des installations et l'éradication des conséquences induites.

Les opérations peuvent être réalisées par échange de composants ou d'éléments fonctionnels ainsi que par réparations mécaniques mineures.

Le Titulaire s'engage à intervenir sur les installations du présent marché au plus tard **dans les 2 heures suivant la demande** (hors délai de route pour les sites annexes).

Le Titulaire rendra compte à l'organisme des anomalies ou défauts détectés et conservera soigneusement les listings édités lorsqu'ils existent.

En cas d'intervention dite de « maintenance corrective » le titulaire devra :

1. lors du signalement, prendre connaissance des installations visées par la panne,
2. intervenir sur place dans le délai contractuel, équipé des équipements et des pièces détachées susceptibles de faire l'objet d'un changement,
3. en tout état de cause, mettre en œuvre une solution palliative,
4. un accord de l'Organisme préalable à la répartition curative devra être recueilli :
 - si les réparations à effectuer nécessitent une intervention d'une durée supérieure à deux heures (hors déplacement) et/ou la mise en place de pièces détachées d'un montant supérieur à 500,00 € HT

- si les pièces détachées doivent faire l'objet d'une commande
- si les pièces détachées doivent faire l'objet d'un changement de technologie

Pour le cas spécifique des installations CVC et en cas d'impossibilité de résolution immédiate de la panne, l'Organisme pourra demander au titulaire l'installation de radiateurs électriques d'appoint d'une puissance de 1 500 W maximum, de climatisations mobiles voir de groupes électrogènes.

Un compte rendu circonstancié et détaillé est réalisé par le Titulaire suite à chaque opération de maintenance corrective, avec le motif de l'intervention et le détail des travaux. Il sera également fourni un planning de réparation si cela est nécessaire.

Le Titulaire devra fournir un reporting hebdomadaire mettant en évidence l'état d'avancement de toutes les interventions : inscrites, en cours, en commande ou terminées. A défaut, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCAP.

5-2 Prestations supplémentaires attendues sur Versailles

5-2-1 Dépannage de premier ordre (liste non-exhaustive)

En tant que technicien multi-technique, le titulaire devra être en capacité d'assurer des réparations de premier niveau sur les équipements des bâtiments de Versailles. Il devra posséder les outils nécessaires pour assurer cette prestation.

Un local est mis à sa disposition pour stocker ses outils.

Ainsi, les demandes suivantes pourront lui parvenir, en marge des opérations de maintenance :

- Réparation de poignées de porte (fournies par la CPAM) ;
- Fixation / Percement/ Visserie / graissage d'équipements, remplacement (stores, lunettes de toilettes, distributeurs de papiers/ ...) ;
- Aide ponctuelle au Déneigement (équipements fournis par la CPAM) ;
- Remplacement de moquette d'une surface inférieure à 10m² (fournies par la CPAM) ;
- Mise en place de goulottes ;
- Aspiration/ Nettoyage en cas d'inondation/fuite ;
- Soufflage des feuilles équipements fournies par la CPAM) ;
- Réparation de groom de portes ;
- Réparation de chasses d'eau ;

En cas d'achat urgent de pièces détachées, le titulaire est autorisé à s'approvisionner chez un fournisseur de Versailles pendant les horaires de permanence. Si le montant excède 500€ HT, une validation sur devis pourra être effectuée par un responsable de l'Organisme. L'émission d'un bon de commande sera rédigée et envoyée sous 48h.

Pour l'approvisionnement de pièces dites courantes, un stock devra être disponible dans le local de Versailles ou à minima apporter lors de la permanence suivante.

5-2-2 Contrôles réglementaires

- Essais à la charge de la CPAM des Yvelines

Les contrôles réglementaires périodiques seront réalisés par le bureau de contrôle, à la charge de l'Organisme.

Cependant, le présent marché impose au Titulaire d'accompagner l'organisme de contrôle et de participer à tous les essais, contrôles obligatoires, des installations soumises aux contrôles prescrits par la réglementation en vigueur.

Par principe, la CPAM prévoit annuellement sa maintenance de ses installations électriques sur Versailles un samedi. Cette prestation bien qu'en dehors des heures de présence hebdomadaire ne fera pas l'objet d'un devis supplémentaire. Par contre, le technicien sera dispensé d'une présence sur site équivalente aux nombres effectuées lors de la maintenance annuelle.

Le Titulaire a un mois pour fournir un planning et lever les observations de l'organisme agréé à réception du procès-verbal ou rapport de visite qu'il soit du domaine électrique, climatisation, chauffage, plomberie ou encore ventilation.

- Essais à la charge du Titulaire

Le Titulaire n'a en charge que les contrôles techniques de maintenance liés à l'entretien normal des équipements.

Le Titulaire procède autant que nécessaire aux mesures et contrôles concernant les installations électriques, éclairages extérieurs du site compris. Il procède également à tout contrôle de type, isolement des conducteurs par la terre, contrôle de connexions.

Il effectue toute mesure et analyse périodique du type :

- Compteurs,
- Analyse d'eau TH PH,
- Contrôle des disconnecteurs,
- Contrôles TGBT

Les dates de ces contrôles sont fixées par le Titulaire en accord avec la CPAM DES YVELINES. Les résultats de ces essais ou contrôles sont consignés dans les documents de maintenance.

5-2-3 Électricité

Le Titulaire se doit de maintenir les installations électriques et alerter de tout dysfonctionnement ou risque pour la sécurité des occupants.

Une habilitation BE-BS manœuvre est à minima requis pour effectuer des opérations de premier niveau comme remplacer des néons, refixer/ remplacer une prise de courant, remplacer un convecteur électrique, remplacer un disjoncteur différentiel, ...

Le titulaire devra également réarmer en cas de disjonction et effectuer une levée de doute.

Les équipements de protection collective et individuelle requis sont demandés pour effectuer ces prestations.

5-2-4 Incendie

La maintenance des équipements est à la charge d'une société spécialisée (SSI/BAES/DESENFUMAGE). Cependant, le titulaire devra être à minima en capacité de réarmer les centrales incendie après avoir effectué une levée de doute.

L'enceinte dispose de 3 SSI : une SSI type A sur le bâtiment Principal, une SSI type 4 sur le Restaurant, une SSI type 4 sur le Prieuré.

5-2-5 Relevé les INDEX Gaz

Le relevé les index des compteurs gaz seront effectués à l'entrée des chaufferies du siège.

Le compteur est relevé et entretenu par le Titulaire ainsi que le détendeur et la soupape de sécurité.

Les relevés des compteurs seront effectués par le Titulaire mensuellement et reportés sur le "livret de chaufferie".

Le Titulaire devra effectuer, le même jour, le relevé des autres compteurs gaz (compteur général G.D.F. compteur restaurant).

5-3 Prestations exclues

Il est précisé que les prestations suivantes ne sont pas comprises dans le forfait de maintenance préventive et curative. Certaines d'entre elles pourront néanmoins faire l'objet de travaux réalisés en fonction des prix unitaires prévus à l'acte d'engagement :

- Les pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement des installations et mises en place lors des visites d'entretien préventif et des dépannages et ce, en dehors de la période de garantie,
- Les réparations dues aux accidents résultant des causes suivantes : intempéries, dégradations volontaires, ...
- Les conséquences dues aux variations de courant, coupures de courant, changement de tension par EDF, eau anormalement sale ou eau corrosive,
- Le débouchage des écoulements d'eau en aval de notre matériel ;
- La fourniture des combustibles ;
- Les contrôles électriques par l'Organisme agréé
- La mise en peinture des sols, murs et plafonds des chaufferies et des locaux techniques,
- La reprise des calorifugeages,
- La recherche de fuite sur canalisation de rejet.

Toutefois, les incidents constatés et n'entrant pas dans le cadre des obligations du Titulaire seront signalés sur un bon d'intervention et feront l'objet d'un devis de réparation soumis à l'approbation de l'Organisme.

Pour tous ces travaux, la main-d'œuvre et le déplacement seront facturés selon les tarifs fixés à l'acte d'engagement.

5-4 Fournitures et pièces de rechange incluses

Sont compris dans la prestation, tous les consommables nécessaires à la maintenance, dont les appareils de contrôle, tels que l'huile, la graisse, les joints, les courroies, les filtres, les fusibles, les ampoules et également la main d'œuvre et la fourniture de pièces de rechange nécessaire dont le prix unitaire est inférieur ou 500 € H.T. comme indiqué à l'article 6-1 du CCAP.

Pour les pièces de rechange d'un montant unitaire égal ou supérieur 500 € H.T, un devis est systématiquement présenté à la CPAM DES YVELINES accompagné d'un justificatif du prix d'achat des fournitures tel que le devis du fournisseur (article 6-2 du CCAP).

En cas d'urgence et après accord de la CPAM, le titulaire pourra remplacer la pièce sans délai.

5-5 Renouvellement du matériel

Les travaux de remplacement de matériels sont relatifs à des équipements arrivés à un niveau d'usure pouvant occasionner un risque important pour le bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire profite des opérations de maintenance préventive pour identifier sur l'ensemble des installations, les remplacements à envisager en indiquant les conséquences que pourrait entraîner la non intervention.

Le Titulaire établit dans ses rapports d'activité périodiques la liste des matériels à remplacer, les travaux éventuels à engager ainsi que le coût prévisionnel de ces opérations.

5-6 Compte rendu d'activité

5-6-1 Reporting trimestriel et réunions d'exploitation

Comme spécifié à l'article 6-4 du C.C.A.P, le Titulaire remet à la CPAM DES YVELINES un bilan d'activité trimestriel dématérialisé qui comprend :

- Le nombre d'interventions curatives et les heures correspondantes de la période par type d'installations concernées et par programmes,
- Les délais d'intervention et de réparation,
- Le taux de disponibilité des équipements,
- Les opérations de maintenance préventives par équipements réalisées pendant la période et les écarts avec le planning prévisionnel,
- La prise en compte et le suivi des actions correctives demandées dans le rapport des bureaux de contrôle,
- Le bilan des interventions hors forfait (technique et financier),
- Les résultats de l'autocontrôle du Titulaire,
- Les courbes d'évolution des consommations en fluides, les courbes de rendement des installations de production ou coefficient de performance.

Ce rapport sera présenté lors des réunions périodiques avec la CPAM DES YVELINES.

5-6-2 Documents de maintenance

Le Titulaire met en place et tient à disposition sur le site de la CPAM DES YVELINES, les registres minima suivants :

- Une main courante dématérialisée consignant les dates de passage périodique du Titulaire,
- Un registre de panne dématérialisé comprenant :
 - L'accusé de réception des appels,
 - Le compte rendu de maintenance corrective,
 - Un journal de bord par équipement, conservé dans le bureau mis à disposition du technicien de maintenance, sur lequel sont consignés :
 - La date des visites et interventions avec mention de la nature des interventions (préventives, correctives, ronde de surveillance, etc...)

- Les résultats des mesures effectuées, analyse d'eau, analyses diverses selon les recommandations des constructeurs et règles de l'art, les relevés de compteurs,
- Les PV d'essais,
- Les modifications et travaux effectués,
- Toutes les informations nécessaires au registre de sécurité.

5-6-3 Gestion de la documentation

Le Titulaire est dépositaire et responsable, sur site, de l'ensemble de la documentation des équipements pris en charge.

Cette documentation reste la propriété de la CPAM DES YVELINES et ne peut être utilisée qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est tenue à disposition de la CPAM DES YVELINES, qui peut la consulter à tout moment.

Le Titulaire assure la gestion de la documentation générale remise par la CPAM DES YVELINES au Titulaire telle que :

- L'ensemble des pièces écrites et documents graphiques relatifs aux ouvrages exécutés y compris les comptes rendus de chantier, les procès-verbaux de réception et levées de réserves,
- La documentation historique, tous documents relatifs à la maintenance émis au cours de l'exécution du marché (mises à jour, ordres de travaux, comptes rendus, rapports, plans,),
- Les documents de maintenance définis à l'article 6-3 du présent document.

6. CONTRÔLE QUALITÉ

6-1 Autocontrôle des prestations

La fréquence de l'autocontrôle des prestations est précisée dans le Plan d'Assurance Qualité du Titulaire et ne sera en aucun cas inférieure à deux autocontrôles mensuels.

6-2 Plan d'Assurance Qualité

Tout manquement à ces obligations contractuelles pourra entraîner des sanctions financières prévues dans l'article 10 du présent document et/ou à la résiliation du présent marché.

Le titulaire assure les missions lui incombant décrites au CCTP.

L'ensemble des prestations effectuées par le titulaire devra être assuré conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de jour férié ou de fermeture de site de la CPAM des Yvelines, le Titulaire devra intervenir le jour suivant pour effectuer les prestations mentionnées dans le présent marché.

Le titulaire a une obligation de résultat. Pour cela, le Titulaire s'engage à mettre obligatoirement à disposition les effectifs et les moyens matériels pour l'exécution des prestations mentionnées dans le présent marché.

Le Titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations :

- En se soumettant sans exception ni restriction aux stipulations du présent CCTP,

- En respectant les prescriptions légales et réglementaires du droit du travail et assurant la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales.
- En respectant les engagements et les prix qu'il aura accepté après la signature de l'acte d'engagement.

6-3 Contrôle des interventions

A chaque intervention de maintenance préventive et corrective, le titulaire du marché devra impérativement prévenir le Service Hygiène Sécurité via le responsable d'immeuble concerné ou le secteur Dépannage dont les coordonnées respectives lui seront communiquées après notification du marché.

A l'issue de son intervention un bon d'attachement sera visé par le Responsable de site et consultable dans la plate-forme mise à disposition. A défaut, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du présent document.

Les éventuelles pièces usées ou détériorées remplacées lors d'une intervention de dépannage ou d'entretien seront portées sur le bon, celui-ci prouvant la réalité des fournitures.

Ainsi, sauf dans les cas où elles seraient sous garantie, elles seront réglées quelque soit le montant au Titulaire sur la base des factures fournisseurs jointes majorées d'un coefficient fixé à l'acte d'engagement dès lors que le montant est supérieur à 500 HT.

Pour la fourniture de matériels et pièces détachées dont la valeur est supérieure à 500€ HT, en remplacement d'éléments constitutifs importants des installations qu'il serait jugé indispensable de remplacer tout ou partie, le Titulaire informera les services techniques de l'Organisme et soumettra un devis détaillé, pièces, main-d'œuvre et déplacement, avant toute exécution des travaux.

Ceux-ci feront l'objet d'une commande après vérification et acceptation du devis par l'Organisme

7. OBLIGATION MINIMUM DE MOYENS

7-1 Moyens humains

Il appartient au Titulaire d'apprécier le personnel nécessaire à la bonne exécution des prestations contractuelles pour couvrir l'ensemble des tâches du présent marché.

Cependant la personne affectée au site devra posséder au minimum un Bac Professionnel en maintenance industrielle spécialité CVC / Electricité ou diplôme équivalent ; ces documents seront inclus dans le mémoire technique lors de la remise de l'offre.

Le technicien devra avoir les habilitations réglementaires obligatoires à jour pour assurer les interventions (électrique, climatisation, ...). À défaut, le prestataire se doit d'affecter un technicien compétent sans plus-value financière.

Le technicien présent devra être en capacité d'effectuer les opérations de maintenance demandées et les dépannages en cours. À défaut, le titulaire s'engage à mandater un technicien qualifié pouvant répondre au besoin sans plus-value financière.

En cas de retard supérieur à 10 minutes soit 7H40, le titulaire s'engage à prévenir les responsables de la CPAM. En cas de retard supérieur à 30 minutes, une récupération du temps devra être opérée soit

le jour même en cas d'opérations en cours soit ultérieurement dans le cadre du crédit/débit. En cas de répétition, des pénalités seront appliquées.

En cas d'absence imprévue, le titulaire s'engage à prévenir l'organisme dans l'heure. En cas d'urgence ou de maintenance planifiée ne pouvant être reportée, le titulaire devra mandater un technicien sous 1 heure. Les coûts supportés par la CPAM suite à l'absence du technicien (présence d'un organisme de contrôle par exemple) sera imputée au titulaire et déduit la facturation mensuelle.

7-2 Moyens matériels

Le Titulaire fournit tout le matériel nécessaire pour assurer l'exécution de ses prestations, et notamment, pour Versailles :

- Affecter en propre au site des moyens d'accès tels que des escabeaux ou à défaut des échafaudages aux normes, nécessaires à la maintenance des éclairages ;
- Affecter en propre au site des moyens de balisage tels que : barrière normalisées et homologuées permettant de signaler au public voir aux exploitants la présence d'une intervention technique en cours sur le site ;
- Equiper son personnel, selon les opérations à risque, d'un PTI ;
- Affecter à l'équipe des moyens de communication tels que téléphone portable, etc.
- Affecter en propre tout l'outillage indispensable à la maintenance préventive et curative des installations : caisse à outils, kit électricien, piles, aspirateurs, sacs à gravats, ...
- Amener son matériel lors d'opérations ponctuelles prévues dans le présent marché

8. OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le présent marché est soumis à une obligation de résultats et impose au Titulaire de garantir des niveaux de performance pour l'exécution des prestations.

En cas d'absence d'alerte, la maintenance préventive doit garantir un état de fonctionnement pérenne des installations.

En tant que mainteneur, le titulaire devra soumettre un état général de vétusté de l'équipement qui permettra à la CPAM de budgétiser le remplacement des pièces usées.

La CPAM se donne le droit d'émettre une réserve quant à la bonne exécution de la maintenance préventive en cas de panne ou de remplacement de pièces dans le mois suivant la maintenance.

Le tableau ci-après définit les niveaux de performance demandés et les moyens objectifs qui permettent de les justifier.

En cas de non atteinte des niveaux de performance, la CPAM DES YVELINES appliquera les pénalités prévues au CCAP.

CRITERES DE PERFORMANCE	MESURES A PRENDRE EN COMPTE	NIVEAUX DE PERFORMANCE A ATTEINDRE	MOYENS DE CONTRÔLE
Délais d'intervention pour dépannage	Temps (T) entre l'heure d'appel et l'heure d'intervention	(T) < 2 heures	Accusé de réception de l'appel et l'heure d'intervention du Titulaire consignée sur le rapport d'intervention

Retard lors de la permanence	Temps entre l'heure contractuelle et l'heure d'arrivée	T < 10minutes T < 20 minutes T < 30 minutes	Heure d'arrivée contractuelle soit 7H30
Délais de réparation définitive	Temps (T) entre l'heure d'appel et l'heure de fin de réparation	(T) < 4 heures sauf dérogation par la CPAM 78 suite à l'indisponibilité de pièces et rechange particulière et hors stock	Accusé de réception de l'appel et heure d'intervention du Titulaire consignée sur le rapport d'intervention
Délai pour transmission des devis suite à une panne ou non-conformité.	Ecart depuis le constat	E < 48H E < 1 Semaine E > 2 semaines	Accusé de réception du constat
Respect du planning de maintenance	Ecart (E) avec la date prévisionnelle d'entretien d'un équipement indiqué au planning	Valeur absolue de l'écart (E) E < 2 jours sur maintenance hebdomadaire E < 1 semaine sur maintenance mensuelle E < 1 mois sur maintenance trimestrielle E < 6 semaines sur maintenance annuelle	Reporting mensuel
Remise du document contractuel	Ecart (E) avec la date prévisionnelle	Valeur absolue de l'écart (E) E < 5 jours pour rapport mensuel E < 15 jours pour rapport annuel E < 1 mois sur maintenance trimestrielle E < 6 semaines sur maintenance annuelle	Date de remise de rapport à la CPAM 78
Remise du dossier de l'état des installations	Ecart (E) avec la date prévisionnelle	E < 1 semaine E < 2 semaines E < 1 mois	1 mois après la titularisation
Conformité au contrôle qualité	Note de conformité (C)	C > ou = à 8/10	Résultat issu du contrôle contradictoire périodique

9. CLAUSE DE RÉVISION

Le marché s'inscrit dans un plan de progrès issu des réunions d'exploitation et des retours d'expérience.

Lors des présentations des rapports mensuels d'activité, le Titulaire doit présenter les points positifs et les points d'amélioration. L'exécution du marché est comparée d'une part aux résultats attendus et d'autre part aux obligations de moyens. Une analyse commune des capacités de réalisation permet une évaluation du niveau de service. Les prestations du marché sont évaluées en continu et en concertation des deux parties. Les deux parties peuvent échanger leur point de vue et s'accorder sur des points de progrès et une feuille de route.

En cas de difficulté sur ce marché, la CPAM des Yvelines pourra mettre en place un audit de la prestation. Dans ce cas, le Titulaire serait amené à répondre aux auditeurs missionnés par la CPAM des Yvelines en vue d'améliorer la prestation.

La clause de révision (revoyure) est une opportunité pour ajuster le marché, renégocier des prix et redéfinir le périmètre des installations ou les moyens liés au marché. À l'issue des échanges, un avenant peut être proposé.

La clause de révision doit être utilisée en vue de l'amélioration de l'efficacité et/ou de l'efficience du marché. Elle porte sur les aspects juridiques, les moyens et résultats attendus.

10. CONTRÔLE DE LA PRESTATION

Des contrôles périodiques contradictoires en présence du titulaire sont assurés par la CPAM des Yvelines.

Ces contrôles donnent lieu à une note de conformité au contrôle qualité selon la grille suivante. Elle est susceptible d'être ajustée durant le contrat :

Critères	Insuffisant	A améliorer	Bien	Très bien	Sans objet	Total par critère	Commentaires
	- 3 points	- 1 point	+1 point	+2 points	0 point		
I-Personnel d'exécution et de remplacement :							
A/ délais							
- Délais d'intervention pour dépannage							
- Délais d'intervention pour réparation définitive							
- Délais d'astreinte							
- Suivi et accompagnement du bureau de contrôle							
B/Gestion administrative							
- Tenue des mains courantes / GMAO							
C/Tenue vestimentaires/hygiène et propreté des locaux							
- Tenue des agents de maintenance							
- Propreté des locaux techniques							
II-Personnel d'encadrement :							
A/Contrôle							
- Suivi et contrôle de la prestation							
- Concordance entre les rapports bimestriels et la réalisation							
- Liste nominative du personnel du titulaire à jour							
B/Délais							
- Réactivité en cas d'incidents, d'événements exceptionnels							
- Traitement des réclamations							
C/Informations							
- Conseils, veille technologique							
D/Qualités							
- Disponibilité de l'encadrement dédié							
total							

En cas de notre négative, la CPAM des Yvelines se réserve le droit de prononcer des pénalités conformément à l'article 10 du CCAP.

11. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

11-1 Généralités

Le titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par ses salariés (et par les salariés de ses sous-traitants éventuels) affectés à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent contrat, les dispositions du code du travail et les consignes en vigueur sur le site IRSN, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline et les mesures de sécurité.

Le titulaire se conformera aux dispositions des articles R 4511-1 à R 4515-11 du code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

A ce titre, une réunion d'inspection commune préalable sera organisée avant le démarrage de la prestation à laquelle devra obligatoirement participer le titulaire (ainsi que ses éventuels sous-traitants). Dans le cas de travaux dangereux ou de travaux d'une durée supérieure à 400 heures, un plan de prévention écrit sera élaboré. Dans le cas de déchargement ou chargement de matériel, un protocole de sécurité de déchargement ou chargement sera établi.

En cours de maintenance ou de dépannage, des visites régulières de suivi seront réalisées afin de vérifier que l'ensemble des dispositions prévues au plan de prévention a bien été mis en œuvre et éventuellement décider, en concertation avec le titulaire, de nouvelles mesures de prévention.

Le titulaire est informé que l'entretien pourrait être à tout moment arrêté si les dispositions du plan de prévention n'étaient pas appliquées.

Tous les frais découlant de la mise en œuvre des mesures de prévention sont contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

Le titulaire devra transmettre à la CPAM des Yvelines par écrit (avant la réunion d'inspection préalable) :

- La date de l'arrivée de son personnel ;
- La durée prévisible de son intervention ;
- Le nombre prévisible de salariés affectés (y compris les éventuels sous-traitants) ;
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les coordonnées des organismes de médecine du travail dont dépendent leurs salariés.

Par ailleurs, il est à noter que tous les travaux par point chaud devront faire l'objet d'un permis de feu signé par l'ingénieur de sécurité (ou un représentant désigné du maître d'ouvrage).

11-2 Exécution des travaux électriques

À l'exception des opérations de mesurage, essais ou vérifications ou celles effectuées sur des installations fonctionnant en très basse tension, aucun travail ou intervention sur une installation électrique, en particulier dans les armoires électriques dont les plastrons sont ouverts, ne doit se faire sans une consignation préalable de l'installation électrique concernée.

La demande de consignation de l'installation électrique, la consignation et la levée de consignation sont réalisées dans les conditions prescrites par la CPAM des Yvelines et font l'objet d'un enregistrement (fiche de consignation) dont le support est fourni par la CPAM des Yvelines.

Les opérations de consignation et de déconsignation proprement dites ne peuvent être effectuées que par une personne formée et habilitée (chargée de consignation) et autorisée par la CPAM des Yvelines.

La déconsignation de l'installation ne doit être réalisée qu'après s'être assuré que la remise sous tension de l'installation électrique ne constituera pas, du fait d'une éventuelle anomalie dans les travaux exécutés (court-circuit, inversion de câblages, etc.), un risque de dommage aux installations situées en amont ou en aval ou un risque pour la sécurité des personnes.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

ANNEXE 1 DU CCTP
LISTE DES SITES

Sites	Adresse
VERSAILLES	92 avenue de Paris 78000 VERSAILLES
GUYANCOURT	33-37 Boulevard Vauban 78280 GUYANCOURT
POISSY-Duployé	1 Place Duployé 78303 POISSY
POISSY-Technoparc	2-10 Rue Charles -Edouard Jeanneret 78300 POISSY
CHANTELOUP LES VIGNES	33 Avenue de Poissy 78570 CHANTELOUP- LES-VIGNES
LES MUREAUX	30 Rue Gambetta 78130 LES MUREAUX
MANTES-LA-JOLIE - Clinique du LAC	Rue René Duguay Trouin 78200 MANTES LA JOLIE
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX - MAGASINS	10 Avenue Ampère 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
RAMBOUILLET	92 Rue d'Angiviller 78514 RAMBOUILLET
SARTROUVILLE	3 Rue Louis Pergaud 78500 SARTROUVILLE
TRAPPES	2 Rue Paul Langevin 78190 TRAPPES

ANNEXE 2 DU CCTP
DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES SUR VERSAILLES

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 2 DU CCTP »

ANNEXE 3 DU CCTP
DÉFINITION DES INTERVENTIONS D'ENTRETIEN ET PLANNING SUR
VERSAILLES/TOUS SITES

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 3 du CCTP »

ANNEXE 4 DU CCTP
DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS DE CHAUFFAGE

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 4 du CCTP »

ANNEXE 5 DU CCTP
DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS DE CLIMATISATIONS

Pièce annexée intitulée « ANNEXE 5 du CCTP »